

Unité départementale de la Vendée  
Site Préfecture de la Vendée  
29 rue Delille - CS 60765 - 85020 La Roche sur Yon cedex  
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 06 Août 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

### Visite d'inspection du 16/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SABLIERE DE LA LANDE - PRB**

16 rue de la Tour  
CS 10018  
85150 Les Achards

Références : D 25.0350  
Code AIOT : 0006300761

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/07/2025 dans l'établissement SABLIERE DE LA LANDE - PRB implanté La Lande BP 1 85430 La Boissière-des-Landes. L'inspection a été annoncée le 02/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SABLIERE DE LA LANDE - PRB
- La Lande BP 1 85430 La Boissière-des-Landes
- Code AIOT : 0006300761
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La sablière de la Lande est autorisée par arrêté préfectoral du 2 mars 2015 à exploiter après extension une carrière de sables alluvionnaires pour une durée de 30 ans. Un arrêté complémentaire du 29 août 2024 a modifié le phasage d'exploitation.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
9	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 02/03/2015, article 5.2.8.2	Demande d'action corrective	6 mois
10	Contrôles des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 02/03/2015, article 5.4.3	Demande d'action corrective	12 mois
11	Plan de remise en état final	AP Complémentaire du 29/08/2024, article 1.1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Production carrière	Arrêté Préfectoral du 02/03/2015, article 1.2.2	Sans objet
2	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 02/03/2015, article 1.3.3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	GEREP - Enquête annuelle	Arrêté Préfectoral du 02/03/2015, article 2.7	Sans objet
4	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 02/03/2015, article 2.8	Sans objet
5	Patrimoine biologique	Arrêté Préfectoral du 02/03/2015, article 4.4	Sans objet
6	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 02/03/2015, article 5.1.4	Sans objet
7	Surveillance des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 02/03/2015, article 5.1.5	Sans objet
8	Surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 02/03/2015, article 5.2.8.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant réalise tous les contrôles de surveillance imposés par son arrêté préfectoral à l'exception des hauteurs piézométriques des eaux souterraines qui doivent être mesurées chaque semestre.

Par ailleurs, les résultats des mesures de bruit ont montré une dérive sur les émergences. Une action corrective est attendue.

Le phasage d'exploitation a été modifié, avec une extraction par anticipation vers la zone du Traversier. Cette modification nécessite la transmission d'un dossier de porter à connaissance.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Production carrière

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/03/2015, article 1.2.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 1.2.2- Limites de l'autorisation La sablière de la Lande est dédiée à la production de sables, essentiellement dédiée à alimenter l'usine de production PRB spécialisée dans la fabrication d'enduit et colles de façade, La surface totale d'extraction cumulée des matériaux est d'environ 673 262 m <sup>2</sup> . La production annuelle moyenne est de 350 000 tonnes de matériaux commercialisés au cours de la période autorisée pour un gisement disponible de près de 12 339 000 tonnes de matériaux extractibles (5 460 000 m <sup>3</sup> ) dont d'environ de 1 100 000 m <sup>3</sup> de stériles et 612 000 m <sup>3</sup> de terres de décapage. Les quantités de matériaux sortant de la carrière sont comptabilisées. Le rythme normal d'exploitation du gisement est la capacité moyenne d'extraction autorisée. Son dépassement dans la limite de la capacité maximale autorisée de 595 000 t/an de matériaux commercialisés reste lié à des niveaux d'activités exceptionnels sur une période limitée.
<b>Constats :</b>  L'inspection a examiné la donnée d'extraction reportée dans le logiciel national GEREP. Cette donnée (confidentielle) respecte le tonnage maximal autorisé, et n'excède pas pour l'année 2024 la moyenne définie. Cette prescription est respectée.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

## N° 2 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/03/2015, article 1.3.3
--

<b>Thème(s) :</b> Autre, Garanties financières
--

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

Article 1.3.3- Établissement et notification des garanties financières

Suite à la notification du présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet sous trois mois le document attestant la constitution des garanties financières établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières modifié en précisant la valeur datée du dernier indice public TP 01 utilisé,

<b>Constats :</b>
-------------------

L'exploitant justifie d'un acte de cautionnement en vigueur du 24 avril 2025 pour une période allant du 2 mars 2025 au 1 mars 2030.

La prescription est respectée.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

## N° 3 : GEREP - Enquête annuelle

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/03/2015, article 2.7
--

<b>Thème(s) :</b> Autre, Exploitation
---------------------------------------

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

Article 2.7- Enquête annuelle

Pour le 1<sup>er</sup> mars de chaque année, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un bilan d'activité de la carrière de l'année précédente en complétant le questionnaire édité par l'inspection des installations classées, Un défaut de réponse est interprété comme une absence d'exploitation,

<b>Constats :</b>
-------------------

Lors de la préparation de cette visite, l'inspection a vérifié que l'exploitant avait correctement télétransmis le bilan de son activité sur l'application nationale GEREP.

Cette prescription est respectée.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

## N° 4 : Plan d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/03/2015, article 2.8
--

<b>Thème(s) :</b> Autre, Exploitation
---------------------------------------

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

Article 2.8- Plans

Un ou plusieurs plans d'échelle adaptée à la superficie de l'installation, mis à jour au moins une fois par an, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site. Ils indiquent explicitement :

> les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 m ;

> l'emplacement des bornes (y compris celle de nivellement) ;

> les bords de fouille (avancement de l'exploitation), parois et fronts d'excavation ;

- > les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, les niveaux d'exploitation définis en niveau NGF, faisant apparaître les cotes de fond de fouille, y compris indiquant le niveau minimal d'excavation sous eau ;
- > la position des ouvrages voisins dont l'intégrité conditionne le respect d'une distance de sécurité et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales ;
- > les zones en cours d'exploitation ;
- > les zones exploitées et réaménagées et la nature du réaménagement ;
- > les futures zones à exploiter ;
- > la localisation des pistes, des accès et des installations (traitement et stockage des matériaux, bassin de décantation...) ;
- > les réseaux d'évacuation et les équipements de traitement des rejets.

**Constats :**

L'exploitant a transmis à l'inspection un plan topographique de sa carrière mis à jour le 4 février 2025.

Ce plan mentionne les informations attendues par l'arrêté préfectoral, même si sa lecture manque de précision sur certains éléments (titres ou légendes par exemple).

Cette prescription est respectée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Patrimoine biologique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/03/2015, article 4.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Suivi écologique

**Prescription contrôlée :**

(...)

L'exploitant veille à la bonne gestion de l'ensemble de ces mesures. Pour cela, il assure un suivi :

- > sur la zone 1, un suivi floristique annuel des 2 habitats d'intérêt communautaire (prairie à Jonc acutiflore et Carvi verticillé et de mégaphorbiaie à Angélique sylvestre) ;
- > mise en place d'un suivi de la qualité d'eau sur le vallon au Sud de le Traversier (à l'exutoire aval) mais également sur le cours d'eau du Graon.

**Constats :**

L'exploitant assure un suivi écologique par le bureau d'étude Ouest'Am. Le rapport 2024 a été présenté, mais n'a pas fait l'objet d'un contrôle détaillé en visite.

Compte tenu de la présence de ce suivi écologique, la prescription est respectée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Surveillance des rejets atmosphériques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/03/2015, article 5.1.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

Article 5.1.4- Surveillance des rejets atmosphériques

L'exploitant réalise tous **trois ans** une campagne de mesurage des rejets atmosphériques pour vérifier le respect des articles 5.1.3.2 et 5.1.3.3 du présent arrêté.

La part de particules PM10 est mesurée lors de chaque prélèvement conformément aux dispositions de la norme NF EN 18023210 (version d'oct 2009), relative aux émissions de sources fixes.

Le résultat de ces analyses est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis à l'inspection les résultats des analyses sur ses rejets atmosphériques réalisées du 24 juillet 2023 au 26 juillet 2023 portant sur les points suivants : - fours n°1 et n°2 - rejets sable sec n°1 et n°2 Ces résultats sont conformes, et contiennent les paramètres PM2,5 et PM10 imposés. Ils respectent également la fréquence triennale imposée. La prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Surveillance des retombées de poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/03/2015, article 5.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 5.1.5 - Surveillance des retombées de poussières L'exploitant met en place en plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan comprend : > un emplacement témoin correspondant au lieu le moins impacté par l'activité de la carrière (a) ; > le cas échéant, un emplacement à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations à moins de 1 500 mètres des limites de la carrière, sous le vent dominant annuel (b) ; > un emplacement, en limite de site, correspondant à chacune des zones significatives d'émission de poussières de l'installation, sous chacun des vents dominants (c) ; Les campagnes de mesures durent 30 jours et sont réalisées selon la fréquence définie par l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 et au moins annuelle. Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées, conformément aux dispositions de la norme NF X 43-014 (version nov 2003). Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles, Elles sont exprimées en mg/m <sup>2</sup> /jour. L'objectif à atteindre est de 500 mg/m <sup>2</sup> /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance,
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis à l'inspection le bilan 2024 de suivi des retombées de poussières. Ce document établi par le bureau d'étude Geoscop en mars 2025 montre que les retombées de poussières sont systématiquement inférieures à l'objectif de 500 mg/m <sup>2</sup> /j. La fréquence de suivi est également respectée. Cette prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Surveillance des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/03/2015, article 5.2.8.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 5.2.8.1 - Surveillance des rejets aqueux La surveillance des rejets est effectuée au niveau de l'émissaire final sur le ru de la Lande et porte a minima sur la mesure des paramètres visés à l'article 5.2.4 selon une <b>fréquence semestrielle</b> , Ces

analyses sont effectuées par un laboratoire extérieur indépendant. En cas de dépassement d'un des paramètres, la fréquence des contrôles devient trimestrielle jusqu'au retour à la normale,

**Constats :**

L'exploitant a transmis à l'inspection le bilan 2024 portant sur la surveillance des rejets d'eau. Ce bilan est établi par Geoscop mentionne bien 2 campagnes d'analyse (29/02/2024 et 22/10/2024) sur les 2 points de rejet de la carrière (ru de la Lande et ruisseau de Graon).

Les résultats des analyses ne font pas l'objet d'observation.

La prescription est respectée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Eaux souterraines**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/03/2015, article 5.2.8.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau

**Prescription contrôlée :**

Article 5.2.8.2 - Eaux souterraines

Un réseau d'ouvrages permettant d'assurer un suivi représentatif de l'influence de la carrière sur les eaux souterraines est constitué par des piézomètres dédiés à la surveillance de l'influence de l'extension.

Ce réseau est étendu en place en fonction de l'avancement de l'exploitation, notamment vers le secteur du Traversier,

Un nouveau plan d'implantation est défini sous un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté et transmis à l'inspection des installations classées,

L'exploitant réalise un relevé des hauteurs piézométriques au moins **tous les six mois**, en les reportant sur un document de suivi temporel.

Par ailleurs, la qualité des eaux des ouvrages fait l'objet d'un **contrôle annuel** selon les paramètres suivants : pH, DCO, DBO<sub>5</sub>, MES, Azote Kjeldahl, Nitrates, Magnésium, Fer, Aluminium, Manganèse,

**Constats :**

L'exploitant a transmis à l'inspection le bilan 2024 portant sur le suivi des eaux souterraines (même rapport Geoscop que pour les eaux superficielles).

Ce rapport mentionne des prélèvements effectués le 22 octobre 2024 sur les 3 piézomètres existants.

Les paramètres mesurés sont conformes à ceux prévus par l'arrêté préfectoral. Le bureau d'étude mentionne un résultat de mesure en matière en suspension plus élevé sur le piézomètre PZ1 par rapport aux deux autres.

L'inspection note toutefois que ce bilan est incomplet. La fréquence de surveillance annuelle est bien respectée, mais cette surveillance doit être complétée par une mesure semestrielle des hauteurs piézométriques.

La prescription n'est pas entièrement respectée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection rappelle que le bilan de surveillance des eaux souterraines doit être complété par une mesure des hauteurs d'eau piézométriques selon une fréquence semestrielle (période de basses et hautes eaux).

Ce point doit faire l'objet d'une action corrective.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

## N° 10 : Contrôles des niveaux sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/03/2015, article 5.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 5.4,3- Contrôles des niveaux sonores L'exploitant fait procéder tous les <b>trois ans</b> à un contrôle des niveaux sonores en limites de propriété et des émergences chez les riverains les plus proches en fonction des positions respectives du chantier d'extraction et des zones à émergence réglementée dans un rayon minimal de 200 m. (...)
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis à l'inspection un rapport de mesure des niveaux sonores d'acoustex référencé 776824 du 26 avril 2024. Ce rapport contient un filigrane "Provisoire" mais est toutefois pris en compte dans les remarques ci-après. La fréquence de contrôle triennale est respectée. Ce rapport détaille les émissions de bruit des équipements, avec une cartographie par imageries acoustiques. Il indique également le résultat des émergences de bruit sur 6 zones à émergence réglementée. Deux points ZER1 (La Lande) et ZER6 (La Chouèpière) sont en dépassement en période diurne. L'historique des suivis montre une augmentation des émergences à partir de 2022. La prescription concernant la fréquence de suivi est respectée, mais les résultats nécessitent une action corrective concernant les émergences constatées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Sur la base du rapport de mesures de niveau sonore, l'exploitant doit mettre en place des actions correctives pour rendre les émergences de bruit conformes. Une nouvelle campagne de mesures sera nécessaire pour valider ses actions correctives.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois

## N° 11 : Plan de remise en état final

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/08/2024, article 1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 1.1. Plan de remise en état final Les plans de phasage de l'exploitation en annexe de l'arrêté préfectoral du 2 mars 2015 sont remplacés par le plan de phasage résumé figurant en annexe 1. Le plan de remise en état final en annexe de l'arrêté préfectoral du 2 mars 2015 est remplacé par le plan figurant en annexe 2 du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  La visite a montré que l'exploitant a anticipé l'extraction dans la zone du Traversier pour des raisons liées à la qualité du gisement dans le secteur "Le Moulin du Guy de Bertin".



	
<p>Zone d'extraction actuelle (secteur Traversier)</p>	<p>Secteur du Moulin du Guy Bertin (extraction mise en attente)</p>
<p>Cette modification nécessite une mise à jour du plan de phasage d'exploitation, et du calcul des garanties financières.</p>	
<p>Le plan de phasage autorisé n'est donc pas respecté.</p>	
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>	
<p>L'exploitant doit porter à la connaissance du préfet un dossier modifiant le phasage d'exploitation et une mise à jour du calcul des garanties financières.</p>	
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>	
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>	
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>	